

Face à un système déboussolé, l'indispensable engagement citoyen.

Novembre 2008 fera probablement date dans l'histoire du capitalisme et des luttes citoyennes.

D'abord avec la transformation de la crise financière en crise économique et sociale internationale. Transformation si rapide que les analyses altermondialistes, élaborées depuis 10 ans, s'en trouvent confirmées au-delà même des pronostics les plus pessimistes.

Novembre 2008 marquera aussi la fin de l'ère W. Bush, symbole de l'arrogance impériale du libéralisme économique et dernier avatar des années Thatcher - Reagan qui avaient imposé au monde la grande purge libérale. En effet, l'énorme campagne électorale qui s'achève aux USA a été marquée par le rejet quasi unanime de la politique de l'administration sortante dont le bilan est finalement apparu catastrophique dans tous les domaines et couronné par une crise qui frappe maintenant l'ensemble des économies.

Dans ce contexte, la victoire de Barack Obama, candidat au demeurant soutenu par Wall Street, certes représente un espoir planétaire, de voir les mentalités et les rapports nord-sud évoluer et d'assister à une rupture avec la politique caricaturale de Bush et de ses faucons, et nous nous en réjouissons. Mais pour assister à l'avènement d'un monde solidaire et écologique, le mouvement social et altermondialiste devra prolonger cette élection par des mobilisations d'ampleur. Attac y contribuera encore, notamment dans la perspective des mobilisations du prochain Forum social mondial en janvier 2009 à Belém au Brésil, mais aussi dans la mobilisation mondiale le 15 novembre 2008 contre le

G20 qui se tiendra à Washington, estimé aussi illégitime que le G8 (lire p 4). En Europe et en France, c'est Sarkozy qui semble orienter les politiques. Pourtant, le candidat de la droite décomplexée qui avait tenu à passer ses premières vacances de président de la République chez Georges Bush lui-même, est maintenant obligé de sermonner actionnaires et banquiers. Au-delà de ces discours démagogiques de moins en moins crédibles, le cap des réformes libérales est maintenu, retraite à 70 ans et travail le dimanche compris. Ainsi, alors même que le libéralisme apparaît indiscutablement comme la cause d'une crise historique, les dirigeants européens engagent des fonds publics pour aider les banques mais prétendent accélérer le rythme des réformes libérales, qui pénalisent toujours plus le travail pour « servir l'actionnaire », et ainsi alimenter encore une nouvelle bulle spéculative.

Pour ne pas trop charger la barque, le gouvernement a préféré différer la privatisation de La Poste. Le mouvement social et citoyen doit rester vigilant, se renforcer pour confirmer ce coup d'arrêt et au-delà du cas de la Poste, proposer des alternatives réelles à la crise.

La mobilisation unitaire pour les services publics se développe, notamment à Aix en faveur de l'hôpital public et des crèches municipales (lire p 3, l'interview d'un élu de l'opposition municipale engagé dans ces mobilisations). Attac Aix vous invite donc à prendre part à ces mobilisations essentielles, de résistances au libéralisme dès le

Nos réunions publiques

**Jeudi 20 novembre
à 19h00**

Attac au Ligourès
Solidarité avec la Palestine

Mardi 2 décembre à 19h30

Attac au Jas de Bouffan
Paradis fiscaux,
Enfer social

Jeudi 4 décembre

Nous tentons d'organiser
une conférence sur la crise avec
Dominique Plihon,
Président du Conseil
Scientifique d'Attac.,
Non confirmée à l'heure
du bouclage.
Contactez-nous.

**Jeudi 18 décembre
à 19h00**

Attac au Ligourès
La PAC
(Politique Agricole Commune)
Une agriculture pour vivre
"Changeons de CAP,
Changeons la PAC"

15 novembre au matin contre la privatisation de la poste et l'après-midi « Le G20 face au Genre Humain, leur sommet ne sera pas le nôtre ! "et en défense des droits humains (lire p2, le bilan de la campagne « Des ponts pas des murs »).

Le 22-23 novembre 2008 à Dijon, l'assemblée générale annuelle et les assises d'Attac-France, pensons à voter.

A très bientôt donc, nous comptons toujours sur vous.

Gérard Guieu

AGENDA
NOV. DÉCEMBRE 2008.

Mardi 04 novembre à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

La grande braderie des services publics avec des extraits du documentaire « Liquidation totale »

Salle Le Cèdre à l'AGESA, av du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

Jeudi 13 novembre à 19h00

Attac au Centre socio culturel

Jean Paul Coste

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard

Salle "Espace Jeunes" - Centre socio culturel Jean Paul Coste - 217 av J-P Coste - Aix en Pce.

Samedi 15 novembre :

Mobilisations

A partir de 10h : action par le collectif aixois contre la privatisation du service public postal. signature de pétitions devant les bureaux de poste du centre ville, de la Rotonde et au Jas de Bouffan

A 15h : Rassemblement unitaire Allées provençales

« Le G20 face au Genre Humain. Leur sommet n'est pas le nôtre »

Jeudi 20 novembre à 19h00

Attac au Ligourès

Solidarité avec la Palestine

Réunion co-organisée par Attac et Artisans du Monde dans le cadre de la semaine de la solidarité.

Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

Samedi 22 et dimanche

23 novembre 2008

AG d'Attac France à Dijon

Mardi 02 décembre à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

Paradis fiscaux, Enfer social avec des extraits de documentaires

Salle Le Cèdre à l'AGESA, av du Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en Pce.

Jeudi 11 décembre à 19h00

Attac au Centre socio culturel

Jean Paul Coste Echange sur l'économie avec Renaud Gallimard

Salle "Espace Jeunes" - Centre socio culturel Jean Paul Coste - 217 av J-P Coste - Aix en Pce.

Jeudi 18 décembre à 19h00

Attac au Ligourès

La PAC (Politique Agricole Commune) Une agriculture pour vivre "Changeons de CAP, Changeons la PAC" avec Geneviève Savigny,

de la Confédération Paysanne Maison des associations, Le Ligourès, place Romée de Villeneuve, Encagnane - Aix en Pce.

Dettes : réunion les 1^{er} lundi du mois à 19h30 chez Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Environnement et Paradis fiscaux taxes globales : contact AM Quetglas, 04 42 27 97 94

Femmes, genre et mondialisation : contact : Claudine Blasco 04 94 78 58 69

Echanges sur l'économie avec Renaud Gallimard : jeudi 13 novembre et 11 décembre à 19h00, Centre JP Coste contact : Madeleine Liotier au 04 42 27 33 49

GROUPES DE TRAVAIL

Préparation des réunions publiques

(Jas et Ligourès) : contact : M et J Fourny 04 42 21 65

Stand marché Richelme samedi à partir de

10h00 : contact Bernard Lagune 06 08 49 50 25

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de 10h30: Contact J et M Fourny 04 42 21 6545

Tractage : contact Raymonde Lagune 06 20 23 30 20

Responsable fichier adhérents :

Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Gérard Guieu 06 72 49 75 39

« Des ponts pas des murs »

Compte rendu de la réunion publique du 16 octobre

Annnonce du démantèlement financier des associations d'aide aux étrangers

L'appel à mobilisation du 16 octobre au Ligourès pour soutenir l'initiative « Des ponts pas des murs » a été entendu. La salle était comble et les nombreuses organisations présentes, constituaient de fait un véritable réseau de solidarité. Il y avait l'ASTI, Aix Solidarité, l'ATMF, la CIMADE, le CCFD, le CADTM, le GREF, et le Réseau Education sans Frontières. De larges extraits du film « Le Piège » ont permis d'entendre la voix des migrants coincés au Maghreb par le dispositif sécuritaire de blocage instauré par l'Europe, sans même d'espoir de retour. Les intervenants des différentes associations et au sein du public ont insisté sur l'inhumanité des dispositifs prévus dans « Le pacte pour l'immigration et l'asile », indigne de pays civilisés et des droits humains reconnus par ces pays., mais ils ont aussi souligné les incohérences du système. En effet un tel blocage ne répond pas à une nécessité si ce n'est électorale. Tous les rapports officiels prévoient un très gros besoin de main d'oeuvre étrangère à brève échéance liée au vieillissement de la population et à une faible natalité en Europe. Par ailleurs la baisse annoncée par la France pour 2009 de l'Aide Publique au Développement, le maintien de politiques économiques et commerciales ultra libérales contraires aux intérêts des pays les plus pauvres, comme les Accords de Partenariat Economiques avec les pays d'Afrique et des Caraïbes, ne peuvent que susciter de nouvelles migrations. La crise financière qui a ébranlé le dogme libéral devrait être mise à profit pour inaugurer une transformation radicale des

relations de l'Europe avec les pays du Sud qui permette enfin à ces pays de se développer en toute souveraineté, permettre une migration naturelle au profit de tous et faire face aux différentes crises alimentaires, sociales et écologiques, provoquées par les politiques irresponsables des gouvernements des pays les plus riches. Philippe Chouard de l'Asti a profité de la présence de toutes les associations pour nous informer et faire appel à notre soutien au sujet du démantèlement de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'égalité des chances (l'ACsé), nouvelle étape dans le programme de démolition des services publics. Quinze associations aixoises dépendent financièrement de cette agence dont l'ASTI (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) et l'ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins en France) Mais la menace la plus grave concerne l'AITE d'Aix en Provence (Accueil Information de Tous les Etrangers). Cette association assiste et soutien les étrangers dans leurs démarches administratives, elle reçoit 2500 visites par an et emploie 5 salariés. Elle est indispensable, et pourtant elle risque de fermer ! La ville de Marseille est la plus affectée par ces mesures liées à la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). La réaction s'organise autour d' Espace (coordination des associations de la région PACA) et du réseau des points d'appui des Bouches du Rhône dont fait partie AITE. Il faut alerter l'opinion, les élus pour s'opposer par tous les moyens à cette politique de casse des moyens de la cohésion sociale et de la solidarité.

Raymonde Lagune

Services publics à Aix en Provence

Entretien avec Rémy Jean (conseiller municipal d'opposition – Unis pour un Monde Solidaire)

A l'heure de la mise en cause généralisée des services publics, quelle est la situation sur Aix ?

Aix subit de plein fouet les attaques du gouvernement contre les services publics nationaux : austérité budgétaire pour le service public hospitalier et projet de privatisation de La Poste notamment. Mais la municipalité Joissains n'est pas en reste puisqu'elle vient de décider de confier la gestion des crèches municipales à une entreprise privée « Les Petits Chaperons Rouges ».

Quelles pourraient être les conséquences de cette « privatisation » des crèches sur la ville ?

Jusqu'à aujourd'hui, les crèches étaient gérées par une association (Association des Crèches) dont l'objectif n'était pas la rentabilité, mais la qualité du service rendu aux usagers. Il en ira différemment dès lors que la gestion sera assurée par une entreprise privée dont la rentabilité est par définition l'objectif principal. Dans une interview au journal « Les Echos », le PDG des « Petits Chaperons Rouges » (1^{er} opérateur privé national) a ainsi indiqué que le chiffre d'affaires de l'entreprise allait plus que doubler en 2008 et que « *la rentabilité était tout à fait acceptable* ». Plus précisément, on peut craindre que cette logique de rentabilité ne se traduise rapidement par un service réduit au minimum imposé par la loi en matière d'effectifs (taux d'encadrement des enfants) et de qualifications du personnel. Il faut en effet savoir que, sur ces deux points, l'organisation actuelle des crèches va bien au delà des obligations légales. Il existe notamment un service central de prévention beaucoup plus développé (5 psychologues, 2 psychomotriciens, 1 médecin, 1 éducateur...) que dans la plupart des autres collectivités locales. Il est également à craindre qu'une certaine logique de « remplissage » maximal des établissements (multiplication des différents types d'accueil occasionnel, flexibilité inter-crèches...) ne prenne le pas sur les enjeux de pédagogie et de prise en charge des enfants. Au-delà des risques

que cette « privatisation » fait courir à la qualité de service et à l'emploi du personnel, il faut aussi souligner que le problème du manque de places en crèches reste entier puisqu'aucune nouvelle ouverture d'établissement public n'est prévue sur la ville.

Quelles actions ont été menées et quelles sont celles qui peuvent être envisagées ?

Dans ce processus de « privatisation », le personnel et les usagers ont été totalement tenus à l'écart. Pour le moment, ils n'ont pu que prendre acte de la décision de la municipalité. Seule l'opposition municipale a engagé le dialogue avec le personnel. Ce dialogue se poursuivra et l'opposition municipale exercera sa vigilance sur l'évolution de ce dossier. Mais c'est aussi aux parents qu'il appartient de se saisir de tous les aspects de ce dossier, de s'organiser et de nous alerter sur les problèmes qui apparaîtront.

Pour en revenir aux services publics nationaux, que se passe-t-il du côté du service public hospitalier ?

En tant que membre du conseil d'administration de l'hôpital général, je peux témoigner des difficultés financières croissantes dans lesquelles se trouve ce centre hospitalier du fait de la réforme tarifaire (tarification à l'activité) et de la diminution des taux de remboursement des actes. Pour 2008, le déficit de l'établissement sera proche de 2 millions d'euros (au moins deux fois plus important qu'en 2007). Si rien ne vient le combler, il se traduira inévitablement par une diminution des effectifs dont chacun sait qu'ils sont déjà insuffisants. Loin de s'en inquiéter, la municipalité Joissains a entériné cette situation en approuvant le budget de l'établissement contre l'avis de l'ensemble des représentants du personnel. Dans ce contexte, on ne peut qu'être indigné en constatant que, sur la ville, le seul établissement qui bénéficie pour l'heure du plan gouvernemental « Hôpital 2012 » est la maternité privée de l'Etoile pour un montant de 4,25 millions d'euros. Le 24 octobre dernier, les personnels hospitaliers ont manifesté leur colère à l'occasion de la venue de Roselyne Bachelot au Pasino. D'autres manifestations sont en prévision sur la ville. Là aussi, il appartiendra aux usagers de se faire entendre et de se rassembler à leurs côtés.

Et concernant La Poste ?

Dans le pays d'Aix, plusieurs actions se mènent ou ont été menées contre la dégradation du service public postal. Ainsi à Vauvenargues, un comité local de citoyens a obtenu le maintien en service du bureau de poste du village. Plus généralement, la mobilisation contre le projet gouvernemental de privatisation de La Poste s'amplifie. Un projet particulièrement inacceptable à l'heure de la crise financière car, ne l'oublions pas, La Poste est aussi une banque – elle est même la principale banque d'épargne populaire – et ce serait un comble qu'elle soit livrée aux mains des spéculateurs comme l'ont été les Caisses d'Epargne et Dexia, banques autrefois tout aussi populaires, avec les conséquences que l'on sait. Un collectif unitaire national regroupant la totalité des partis de gauche et des syndicats de salariés ainsi que de très nombreuses associations progressistes a été constitué pour coordonner cette mobilisation et se décline au niveau des départements et des localités. A Aix, ce collectif s'est mis en place le mois dernier et prévoit une première action le samedi 15 novembre au matin (signatures massives de pétitions devant les bureaux de poste du centre ville). Une manifestation départementale est prévue le 22 novembre à Marseille. Il faut assurer le succès de ces initiatives même si le gouvernement semble aujourd'hui commencer à faire machine arrière.

Un dernier mot ?

A l'heure de la faillite du libéralisme et de la marchandisation généralisée du monde, la lutte pour le maintien des services publics, leur amélioration et même leur extension, est une des contributions les plus importantes que les citoyens peuvent apporter à la résolution de la crise dans laquelle nous venons d'entrer. Cette lutte nécessite une union indéfectible des usagers et des personnels de ces services. Les élus doivent prendre toute leur place dans ce combat.

Le G20 : pas plus légitime que le G8 !

Déclaration mondiale

Le 29 octobre 2008, deux semaines avant la rencontre des membres du Groupe des 20 aux États-Unis qui portera sur la crise financière mondiale une coalition de 550 organismes provenant de 88 pays publiait une déclaration réclamant une réponse vraiment mondiale à cette crise mondiale et exposant les grands principes pour se faire. Les signataires indiquent soutenir l'idée d'un sommet mondial à condition notamment « d'inclure la participation de tous les gouvernements du monde » et « d'engager vraiment la société civile, les groupes citoyens et les mouvements sociaux ».

« De toute évidence, il est impératif de s'entendre rapidement sur les mesures à prendre pour faire face à la crise immédiate et protéger les travailleurs ordinaires, les ménages à faibles revenus et d'autres secteurs extrêmement vulnérables contre ses répercussions », a déclaré Lidy Nacpil, du Mouvement Asie/Pacifique sur la dette et le développement Jubilé Sud. « Mais

puisque les répercussions seront vraisemblablement plus importantes sur les personnes les plus démunies et dans les pays émergents et en développement, a poursuivi Mme Nacpil, les gouvernements et les citoyens de tous les pays ne devraient-ils pas avoir leur mot à dire, et non pas uniquement ceux qui sont responsables de cette crise ? »

Les groupes signataires de la déclaration exigent que tout sommet mondial à venir respecte les principes suivants :

- Inclure la participation de tous les gouvernements du monde
- Engager vraiment la société civile, les groupes de citoyens et les mouvements sociaux dans le processus de façon significative
- Etablir clairement un calendrier de consultations régionales avec les groupes les plus touchés par la crise
- Avoir une portée assez large pour aborder l'ensemble des problèmes et des institutions

- Etre transparent, en mettant à la disposition du public les propositions et l'ébauche des documents finaux pour en permettre la discussion bien avant la rencontre.

La déclaration confie également à l'ONU, à titre d'organisation représentative à l'échelle mondiale, le rôle de tenir un tel événement. « Les politiques poursuivies par les gouvernements du Nord, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au cours des trente dernières années ont échoué lamentablement, a soutenu Vitalis Meja de l'organisme Afrodad. Et maintenant, on veut corriger la situation en réunissant les représentants de 20 gouvernements dans la capitale américaine pour établir un nouveau "Consensus de Washington". »

Selon Roberto Bissio de Social Watch, « toute tentative de la part des pays les plus puissants d'imposer une entente qui ne reposerait ni sur la consultation publique ni sur la participation de la majorité des pays du monde dans un processus inclusif, ne pourra que miner davantage la confiance des populations. »

« Ce G20, n'a pas plus de légitimité que le G8 pour présider aux destinées de notre planète et encore moins pour trouver de véritables solutions à la crise actuelle ».

Le texte intégral de la déclaration mondiale est disponible en ligne, Attac France est signataire <http://www.choike.org/bw2>

L'enjeu est de taille et porte notamment sur l'évolution du rapport de force entre les néolibéraux et les altermondialistes. C'est pourquoi, plus que jamais, Attac, et tous les partenaires potentiels, devraient se mobiliser pour que nos concitoyennes et nos concitoyens se rassemblent en nombre le 15 novembre, pour exiger que des décisions soient prises au niveau planétaire afin de sortir du cadre néolibéral et mettre le système des échanges internationaux (financiers, commerciaux, scientifiques et technologiques, culturels...) au service à la fois du développement de droits pour toutes et tous et de la fin du saccage de l'environnement.

**Le G20 face au Genre Humain
Leur sommet ne sera pas le nôtre !**

**Pour exiger que les peuples soient
écoutés face à la crise,
Tous dans la rue
samedi 15 novembre !**

**A Aix rassemblement unitaire aux Allées
Provençales à 15h00**

Et la Mouette?

L'également, une CIGALES (Club d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Economie Solidaire) ne dure que 5 ans, renouvelable une fois. Lorsqu'elle cesse d'être active, elle "passe en gestion" : les cigaliers ne cotisent plus mais un compte reste ouvert pour recevoir les remboursements des entreprises. La Cigales La Mouette en est à ce stade. Nous avons fêté autour d'Ernest cette nouvelle étape, dans un sympathique restaurant végétarien de Marseille: L'Auberge Inn, rue du chevalier Roze. Grande tablée! Il y avait, outre 7 cigaliers, tous nos emprunteurs, ceux du salon de thé-restaurant Le grain de sable, ceux du Recyclodrome qui initient les jeunes aux problèmes de l'environnement tout en prêchant d'exemple, celui de la Brûlerie des Mondes qui torréfie un merveilleux café équitable, et les derniers venus, ceux d'Eco-sapiens. Cette SCOP vend sur son site www.eco-sapiens.com toutes sortes de produits solidaires ou écolo. Le 22 octobre, un mois plus tard, ses créateurs seront invités à France-Inter par Isabelle Giordano sur le thème "consommer moins pour vivre mieux". En effet, leur site semble être devenu un carrefour de la mouvance "décroissance mais pas sous-développement". C'est ce que nous avons saisi en les entendant discuter, car tous ces jeunes novateurs se connaissent. D'autre part nous avons soutenu la minuscule boutique aixoise de produits Altermundi en tentant de la promouvoir à travers nos réseaux. Malheureusement celle-ci n'a pu résister à la concurrence féroce et à la création des Allées Provençales. Ensuite à Aix, le 8 octobre, lors d'une réunion des cigaliers, nous nous sommes remboursés, selon les apports de chacun, les cotisations non-investies. (Merci, Danielle pour tout ce travail!) Nous avons décidé de choisir le Crédit Coopératif pour y faire le dépôt nécessaire à l'ouverture d'un compte et même d'un livret. Ils recevront les remboursements. Nous laissons, bien sûr, tout leur temps aux entreprises. Selon l'usage de cette banque, les intérêts du livret seront en partie versés à une ONG. C'est infime par rapport aux milliards fictifs ou réels qui courent le monde, mais c'est une manière d'exprimer notre aversion pour la spéculation et notre solidarité avec les pays qui n'ont pas la suffisance alimentaire.

Madeleine Liotier